

LETTRE D'EUROPE

El País

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de *Lena* publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève, Varsovie ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

La bataille n'est pas perdue : un automne étourdissant

Cet automne est étourdissant pour l'Europe. L'Union mène une bataille frontale contre trois fantômes internes qui menacent ses valeurs et son existence : l'autoritarisme populiste et xénophobe, la paralysie de l'architecture de l'euro et la rupture du Brexit. Mais elle n'est pas forcément vouée à perdre. Elle dispose d'un bon arsenal pour faire face à ces menaces, mais il y a urgence : compte tenu de la situation pré-électorale, la législature européenne prendra fin *de facto* en décembre.

Le sommet de jeudi prochain à Salzbourg se produit après des signes encourageants. La semaine passée, le Parlement de Strasbourg a élargi le front institutionnel face à l'autoritarisme populiste en votant en faveur de l'engagement d'une procédure d'infraction contre la Hongrie (article 7, qui peut aboutir à la suspension du droit de vote au sein du Conseil) en raison des violations de la liberté d'expression et de l'enseignement et de la persécution des minorités et des dissidents. Il a ainsi suivi la Commission, qui avait fait la même proposition de sanction à l'encontre de la Pologne, en raison de ses attaques contre l'indépendance du pouvoir judiciaire visant à bénéficier au gouvernement.

Le processus est complexe et difficile et nécessite une unanimité improbable. Mais le fait de l'avoir déclenché est un événement majeur, car il montre que l'Union ne renonce pas à défendre les valeurs démocratiques, qui sont sa véritable raison

d'être. Il préfigure que les élections de mai prochain au Parlement européen ne seront pas un combat de populistes, mais une bataille contre eux. Il compense par ailleurs la tendance de la démocratie chrétienne à s'attirer les bonnes grâces de l'extrême droite : même l'aspirant à présider l'exécutif, Manfred Weber, très enclin à faire des compromis avec les illibéraux, a voté contre Viktor Orbán. Le centre droit, qui hésite entre composer avec le popu-

lisme (avec le risque d'être englouti par celui-ci) et y faire face (au risque de perdre des voix des fanatiques), commence à pencher du bon côté : le moins mauvais.

Beaucoup demandent des changements dans l'organisation de la politique migratoire. Ceux-ci pourraient se faire sur la base de la proposition de l'European Stability Initiative (ESI), une organisation qui a inspiré le pacte (controversé mais efficace) avec la Turquie : accords avec les pays d'origine, renforcement de l'asile légal, rapidité des procédures et répartition des réfugiés de manière volontaire entre les États membres.

On assistera également à un affrontement entre ceux qui souhaitent réinjecter du pouvoir européen dans l'architecture de l'euro et ceux qui cherchent à le figer dans son insuffisance actuelle. Le plan franco-allemand de Meseberg a été mis de côté lors du sommet de juin, mais seulement jusqu'à la fin de l'année. Le débat a été rouvert dans l'Eurogroupe avec des résultats mitigés : optimisme sur le pare-feu

du fonds de résolution et de liquidation bancaire et sur le renforcement du Mécanisme de stabilité (fonds de sauvetage pour les pays membres en crise), pessimisme sur le fonds de garantie des dépôts (tant que subsistent les risques liés aux crédits douteux des banques italiennes) et des doutes considérables sur le budget de l'euro, sur un actif sécurisé, sur le fonds de stabilisation et sur l'assurance chômage commune proposés par Bruxelles et les capitales les plus pro-européennes.

L'Union dispose d'un bon arsenal pour faire face à ces menaces, mais il y a urgence

Les enjeux de la paralysie sont nombreux, en particulier la cristallisation du front de rejet constitué de huit pays. Mais il y a également des signes contraires. Les nouvelles d'Italie indiquent qu'elle pourrait finalement renoncer à déroger aux

règles de consolidation budgétaire, contrairement à ce qu'avait annoncé son gouvernement populiste (avec un programme budgétaire d'expansion soudain et non échelonné d'un montant de 100 milliards d'euros, soit 5,88 % de son PIB). L'Espagne a rejoint l'avant-garde des européens. Sous la direction du portugais Mário Centeno, l'Eurogroupe a élaboré un programme de travail exhaustif. La légère décélération en cours pourrait réveiller certains de leur léthargie, car elle préfigure une autre crise à moyen terme.

Et la situation économique, actuellement spectaculaire, devrait donner lieu à une certaine réjouissance : 21 trimestres de croissance, une augmentation du PIB de 2,4 % en 2017, un investissement qui retrouve son niveau d'avant la grande récession, 12 millions d'emplois nets créés en quatre ans, un déficit public réduit de 6,6 % en 2009 à 0,8 % selon les prévisions pour cette année. Ou bien faut-il être au bord du gouffre pour entreprendre les réformes indispensables ?

En ce qui concerne le Brexit, il s'agit d'un sujet plus imprévisible, car il dépend fortement du niveau de chaos qu'atteindra la politique intérieure britannique. Mais là aussi, la raison semble reprendre le dessus sur l'irrationnel. À l'instar du chancelier de l'Échiquier, Phillip Hammond, les partisans du Brexit doux ont lancé une campagne énergique contre les « brexiters » les plus acharnés.

Le document Yellowhammer prévoit qu'un divorce avec l'UE sans accord obligerait à une réduction drastique des dépenses publiques (y compris sociales), provoquerait un endettement annuel supplémentaire de 80 milliards de livres et un risque de blocage des ports et aéroports. Et dans le même temps, on peut s'attendre à une négociation plus longue et qui ne serait pas bouclée pour le Conseil européen d'octobre. Et l'on sait bien que la tradition européenne consiste à conclure des accords après des marchandages nocturnes, interminables et douloureux. ■

Xavier Vidal-Folch est journaliste et chroniqueur pour les affaires économiques et européennes à *El País*. Membre fondateur de *El País/Catalunya*, il a été chef du service Economie, correspondant à Bruxelles et directeur adjoint du journal.